

« Les deux pays ont beaucoup de chance d'être voisins », fait observer Clifford Krauss, correspondant du *New York Times* au Canada.

M. Krauss a écrit des articles sur les questions faisant l'objet de divergences apparentes entre le Canada et les États-Unis, notamment celles d'ordre culturel, comme le mariage entre conjoints de même sexe et la décriminalisation de la marijuana. Il précise cependant que, il y a trois ans, lors de sa première affectation à Toronto, il s'est vite rendu compte que « nos deux pays n'étaient pas des frères siamois. Ces divergences, a-t-il précisé, ne m'ont cependant pas étonné ni paru exceptionnelles. »

En revanche, il a toujours trouvé remarquable la capacité de nos deux pays à collaborer. Et pour lui, cela n'a jamais été aussi évident que pendant son affectation au Pérou, lorsque le Canada et les États-Unis ont joué un rôle crucial dans la passation pacifique des pouvoirs à la fin du mandat du président Alberto Fujimori. « J'ai alors été un témoin direct de cette collaboration et de sa grande efficacité, poursuit-il, où deux pays s'unissent pour accomplir ensemble une tâche qu'ils ne pourraient réaliser seuls. »

Dans le domaine du commerce aussi, cette coopération est très poussée. Malgré des différends occasionnels, et souvent cycliques, sur des questions comme le bois d'œuvre, le bœuf et le blé, qui font la une des médias, une quantité impressionnante de marchandises et de services, d'une valeur de 1,8 milliard de dollars, traverse notre frontière commune tous les jours.

« Il s'agit de relations solides et très complètes », précise Peter Boehm, qui sera le nouveau sous-ministre adjoint pour l'Amérique du Nord à Affaires étrangères Canada. « Chacun des deux pays est le plus important partenaire commercial de l'autre. »

À Ottawa comme à Washington, on utilise le terme « internaireur » pour décrire ce partenariat. Si celui-ci a un caractère international, en ce sens qu'il unit deux pays souverains, il porte également sur l'économie, l'environnement, la sécurité et d'autres domaines relevant de la politique intérieure des deux côtés de la frontière.

« Que ce soit sur les plans politique, stratégique ou commercial, nos relations évoluent dans un même sens, de souligner M. Boehm, c'est-à-dire qu'elles se déroulent le plus souvent sans heurts. Nous trouvons toujours un terrain d'entente. »

Une représentation accrue aux É.-U.

À l'heure actuelle, le Canada contribue au développement de ses relations avec les États-Unis par la mise en œuvre de l'Initiative de représentation accrue (IRA), qui se traduit par l'amélioration des consulats existants et l'ouverture de nouveaux et par la nomination de nouveaux consuls honoraires dans l'ensemble des États-Unis, notamment dans le Sud et le Sud-Ouest. Cela permettra d'accroître la présence du Canada dans ce pays de façon à mieux promouvoir le commerce, l'investissement et le partage des connaissances.

Karen Matthias, qui vient d'être nommée consul du Canada à Anchorage, en Alaska, dans l'un des nouveaux postes consulaires du Canada aux États-Unis, souligne que cette initiative est « dans une large mesure, le résultat d'un partenariat entre plusieurs ministères fédéraux », y compris Industrie Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, également attachés à accroître la représentation du Canada aux États-Unis. « Il est temps de décloisonner nos pratiques et de mieux coordonner nos efforts, de dire celle-ci. »

Présence élargie : Dans le cadre de l'Initiative de représentation accrue, le gouvernement du Canada a ouvert sept nouveaux consulats aux États-Unis et transformera deux consulats en consulats généraux (indiqués par des drapeaux sur la carte), ce qui porte à 22 le nombre de nos bureaux là-bas. En outre, 20 consuls honoraires sont en cours de nomination pour représenter nos intérêts dans les villes importantes des États-Unis où le gouvernement du Canada n'a pas de représentant. Ces initiatives renforcent la présence du Canada aux États-Unis, surtout dans le Sud et le Sud-Ouest.

